Synergies Roumanie n° 14 - 2019 p. 35-54

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Le « Brexit » et la gouvernance au Royaume-Uni

Richard Davis
Université de Bordeaux-Montaigne, France
richard.davis@u-bordeaux-montaigne.fr

Reçu le 05-11-2019 / Évalué le 15-11-2019 / Accepté le 05-12-2019

Résumé

Les débats avant et après le referendum de 2016 ont été d'une intensité rarement vue dans l'histoire du Royaume-Uni. Le Brexit a soulevé de nombreuses questions essentielles non seulement pour les relations, passées et futures, entre la Grande-Bretagne et ses voisins continentaux mais également pour la gouvernance du pays. Il peut donc être considéré comme la source d'une crise identitaire profonde pour les britanniques, une crise qui semble toujours loin d'être résolue. Le Brexit a fait ressortir un grand nombre de graves divisions et dissensions dans le pays : entre les deux camps, « remain » et « leave », entre les générations, entre anglais et écossais, les grandes villes et le reste du pays, ou entre classes sociales. Le modèle britannique de démocratie parlementaire est de plus en plus contesté par un populisme qui gagne du terrain. Le Brexit a généré de vifs conflits et clashes entre le « peuple », le parlement et le gouvernement. Le rôle des juges, habituellement éloignés des débats politiques, est devenu important. Pour certains il était même question d'un combat du « peuple contre le parlement », entre la primauté de l'expression populaire par voie de référendum ou par les représentants du peuple dans la Chambre des communes. D'autres le considère comme une vague croissante d'opinion contre les élites cosmopolites, contre les plus riches et les plus puissants. Tout cela a largement détérioré l'image d'un pays consensuel et modéré, respectueux de ses institutions. Une telle image semble de plus en plus éloignée de la situation du Royaume-Uni post-Brexit.

Mots-clés : Brexit, referendum, euroscepticisme, souveraineté, populisme, parlement

Brexit and the Governance in the United Kingdom

Abstract

The intensity of the debates both before and after the 2016 referendum had rarely if ever been seen in the history of the United Kingdom. Brexit raised a number of essential questions for the country, concerning not only its past and future relations with the rest of Europe but also its governance. Brexit can therefore be seen as the source of a profound identity crisis for the British, a crisis that is still far from over. Brexit revealed a significant number of divisions and dissensions across the

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

country, between the different generations, between English and Scots, the big cities the rest of the country, or between social classes. The British model of parliamentary democracy was increasingly contested by a rising tide of populism. The long-running Brexit debate brought with it clashes between the "people", however that is defined, parliament, and government. It questioned the role played by the courts. For some it was a conflict of "the people versus parliament", between the primacy of parliamentary or popular sovereignty, between the "voice of the people" as expressed via a referendum or through the representative House of Commons. Elsewhere it has been presented as a popular tide of opinion against the cosmopolitan, better off and better educated, privileged and powerful elites. Taken altogether Brexit has seriously undermined the image of the United Kingdom as a model of social stability and political moderation, respectful of its constitution and its institutions. Such an image has come to appear increasingly far removed from the situation that the United Kingdom has found itself in post-Brexit. Elites

Keywords: Brexit, referendum, Euroscepticism, sovereignty, populism, parliament

Introduction

La décision de la Grande-Bretagne, lors du référendum du 23 juin 2016, de quitter l'Union européenne soulève des interrogations sur l'avenir du pays, de son identité (européenne ou non) et de ses relations avec les autres membres de l'Union européenne comme avec le reste du monde en général. Elle soulève également des questions sur comment et pourquoi cette décision a été prise, et comment la séparation sera gérée ensuite. Le choix de quitter l'Union européenne et les nombreux autres choix et conséquences qui en découlent sont primordiaux pour la Grande-Bretagne. Comment ces décisions sont prises, par qui et par quelles procédures, est d'une aussi grande importance pour la future gouvernance du pays.

1. Le sens du référendum de juin 2016 : un vote en faveur de quoi ?

Un an après le référendum, le choix de quitter l'Union européenne semble être admis par la quasi-totalité des participants au débat, ceux qui ont œuvré pour le « remain » comme pour les « Brexiteers ». Si certaines voix continuent de s'élever pour demander un deuxième vote plus tard, une fois que les termes du « divorce[1] » entre le Royaume-Uni et l'Union européenne seront connues, peu de gens semblent vouloir contester la validité du vote[2].

Pour la plupart des journaux britanniques le vote a été reçu favorablement, voir avec jubilation. Le *Daily Express* célébrait ce qu'il considérait comme être une « victoire glorieuse » gagnée à la suite d'une « croisade » qu'il avait menée en faveur d'une sortie de l'Union européenne (*Daily Express*, juin 2016). Pour le *Daily*

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Telegraph il s'agissait de la « naissance d'une nouvelle Grande-Bretagne » (*Daily Telegraph*, 24 juin 2016). Parmi les chefs de campagne en faveur du Brexit, comme Boris Johnson et Nigel Farage, le 23 juin était devenu le « jour de l'indépendance » du Royaume-Uni enfin libéré de ses chaînes européennes. Dans les semaines suivant le résultat, la nouvelle Première ministre, Theresa May, qui s'était prononcée en faveur du « remain » avant le référendum, bien qu'avec beaucoup d'hésitations et sans prendre un rôle important dans la campagne, a vite assumé une position en faveur d'une sortie claire et nette de l'Union européenne. S'il reste encore à voir si cette position, d'apparence si simple, peut être confirmée par les résultats des futures négociations avec les autres membres de l'Union européenne et qui conditionneront l'accord final du Brexit, Theresa May est devenue la championne des « Brexiteers » et c'est elle qui occupe clairement la place de chef parmi les ministres et responsables en charge de ce dossier à Londres.

Cependant, la déclaration du Premier ministre que « *Brexit means Brexit* », maintes fois reprise, est loin de constituer un programme d'action ou un plan cohérent. D'autres déclarations de Theresa May comme, par exemple, son souhait de voir un « *red, white and blue Brexit* » n'ont guère fait avancer le débat. En réalité il y a eu, pendant les premières semaines et mois qui ont suivis le vote, une absence de véritable débat sur le sens exact du vote. Theresa May et ses ministres semblaient ne pas vouloir, ou pouvoir, aller au-delà des déclarations simplistes de la plupart des tabloïdes. Au lieu d'entamer un débat, ou chercher à présenter un plan d'actions cohérent, ils se contentaient de dire qu'ils allaient respecter le vote du peuple et amener le pays vers un avenir meilleur hors de l'Union européenne. La première tentative de clarification de sa position n'est apparue que six mois après le référendum dans un discours prononcé le 17 janvier 2017 dans lequel Theresa May a présenté son interprétation du vote référendaire et sa vision pour l'avenir de son pays post-Brexit dans les termes suivants :

> *A little over six months ago, the British people voted for change. They voted to shape a brighter future for our country. They voted to leave the European Union and embrace the world. … And it is the job of this Government to deliver it. … They will see that we shaped them a brighter future. They will know that we built them a better Britain* (May, 2017).

En dépit de toutes ces déclarations, il subsiste de nombreux doutes sur le sens exact du vote de juin 2016, ce que les britanniques ont souhaité en votant « leave ». De même, un an après le référendum, la stratégie du gouvernement britannique reste encore peu claire. Ramener le débat à un simple choix entre « remain » et « leave » est réducteur. Theresa May elle-même, et malgré son apparente détermination à mener à bien les futures négociations, ne peut pas

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

adopter une position aussi simple. Les contradictions dans les discours et dans les différentes présentations officielles du gouvernement britannique sont nombreuses et importantes. L'ambition de vouloir quitter l'Union européenne mais pas l'Europe est compréhensible. D'ailleurs la Grande-Bretagne a depuis longtemps adopté une position ambiguë en Europe avec un pied dedans et un pied en dehors. Au-delà de ce truisme, et en regardant plus dans les détails la stratégie du gouvernement britannique, les contradictions et les failles dans l'approche britannique apparaissent plus clairement.

Selon le livre blanc publié en février 2017, le gouvernement britannique est décidé à ne pas faire partie du marché unique européen, ce qu'il reconnaît, à juste titre, comme étant incompatible avec le principe de la libre circulation des personnes. Mais il souhaite en même temps avoir un accord de quasi-libre échange avec l'Union européenne. De même, le livre blanc dit vouloir « maintenir la zone de libre circulation avec l'Irlande » tout en désirant « s'assurer que nous pourrions contrôler l'immigration vers le Royaume-Uni à partir de l'Europe » (UK CM 2017). Un autre objectif clé, celui de « renforcer l'Union entre l'Angleterre et l'Écosse » tout en négociant une sortie de l'Union européenne, nie l'évidence des différences très nettes entre les votes pour et contre l'Union européennes dans les deux pays en juin 2016. D'autres zones d'ombres dans l'approche du gouvernement britannique subsistent et le vrai sens de la décision de quitter l'Union européenne exprimée par le référendum de juin 2016 est encore loin d'être évident. Dire simplement que la Grande-Bretagne a voté pour quitter l'Union européenne sans aller plus loin dans les analyses est, en réalité, une simplification qui n'est pas sans importance.

Au-delà de la question des différentes explications possibles du vote il existe une autre question autour du mandat donné par le vote au gouvernement pour la suite. Là aussi, la situation est loin d'être simple et les interprétations continuent de diverger. Pour Theresa May « le peuple à parler » et il faut le respecter en menant à bien le Brexit sans hésitations et sans demi-mesures. Sa décision d'organiser les élections parlementaires anticipées au printemps 2017 était clairement faite dans le but de renforcer ce qu'elle considère être le mandat que les électeurs ont exprimé en faveur du Brexit, en plus de l'évident avantage politique qu'elle espérait en tirer. Le message semblait être : « donnez-moi une majorité forte au Parlement afin de m'aider dans les négociations à venir avec l'Union européenne en les menant d'une position renforcée ce qui me permettra de ramener l'accord sur le Brexit que vous souhaitez ». Inévitablement cette ambition n'est pas partagée par tout le monde. Pour Ian Dunt "leave wasn't an alternative economic or political model. It was a blank canvas which people could project their hopes, aspirations and frustrations onto" (Dunt, 2016: 26). Les motivations de ceux qui ont voté pour et contre l'Union européenne en juin 2016 sont très variées, et parfois même contradictoires. Le débat

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

n'était sans doute pas toujours à la hauteur des enjeux. La presse, très largement anti-européenne et souvent de façon très agressive, a réussi à focaliser le débat sur les thèmes de l'immigration, de souveraineté, de la grandeur du pays, grandeur perdue et donc à retrouver dans un pays détaché de l'Union européenne. Face à cette campagne d'hostilité envers l'Union européenne, et souvent contre l'Europe entière, les pro-européens étaient dans l'incapacité d'exposer une argumentation positive. Au lieu de présenter de façon positive les avantages de l'Union européenne pour la Grande-Bretagne ils ont mené ce que leurs adversaires, à juste titre, ont appelé « une campagne de la peur » basée sur les dangers d'une sortie de l'Union européenne. Contre les arguments des « Brexiteers » et les promesses avancées pour des lendemains qui chantent si les britanniques votaient pour quitter l'Union européenne, promesses qui se sont avérées par la suite infondées[3], la campagne pour le « remain » a souvent été réduite à l'argument que l'Union européenne était loin d'être parfaite mais que c'était le seul choix réaliste.

2. Minorités et majorités

La réponse à la question posée par le referendum de juin 2016, « le Royaume-Uni doit-il rester membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? » semble claire. Avec 17 410 742 voix en faveur d'une sortie de l'Union européenne contre 16 141 241 pour y rester, au premier abord, le résultat était incontestable. En termes de pourcentage, 51,9% contre 48,1%, la différence peut paraître encore plus nette. Depuis le vote, ces chiffres semblent être écrits dans le marbre. Ceux qui sont en faveur du Brexit, et même beaucoup dans le camp adverse, ne cessent de dire que « le peuple a parlé » et qu'il ne faut pas chercher à revenir sur cette expression de sa volonté de quitter l'Union européenne. Cet argument semble être incontournable et, pour beaucoup, irréfutable. Theresa May n'hésite pas à y faire référence dans ses discours et interviews. Questionnée par Andrew Marr de la BBC le 2 octobre 2016 elle soulignait son intention de respecter le vote :

> *When Parliament voted for a referendum on staying in the European Union, Parliament voted six to one to say to the British people: 'This is your choice. We're going to ask you this question. You give us your voice.' The British people have determined we will leave the European Union and I think anybody who's looking at the repeal bill, which will repeal the European Communities Act, will make us that independent sovereign nation once again able to determine our own laws, anybody looking in at that should remember that this is about delivering for the British people. To me, it's not just about leaving the EU it's about that essential question of the trust that people can have in their politicians. The people have spoken, we will deliver on that* (*Daily Express*, octobre 2016).

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Néanmoins, la question posée en juin 2016 était nécessairement réductrice et ne pouvait ni prendre en considération la complexité des relations multiples entre la Grande-Bretagne et le continent, à laquelle un simple choix « in-out » ne pouvait pas répondre, ni refléter les nombreuses motivations et ambitions de ceux qui ont voté. De plus, la majorité en faveur du Brexit à 51,9% n'était pas écrasante. Ramené à l'ensemble de l'électorat, et si nous prenons en compte le taux d'abstention de 27.8%, le nombre de voix en faveur d'une sortie de l'Union européenne tombe à 37%. L'ampleur de la victoire des « Brexiteers » devient encore plus contestable lorsque l'on reconnaît qu'un nombre de britanniques n'étaient pas inscrits sur les listes électorales pour des raisons diverses. Cela fut le cas de nombreux britanniques habitant à l'étranger[4]. La tentative de modifier ce règlement par un appel en justice afin de permettre aux britanniques habitant sur le continent de voter a été rejetée. Par contre, les citoyens des pays du Commonwealth, y compris de deux membres de l'Union européenne avec Malte et Chypre, et de la République d'Irlande, qui résidaient au Royaume-Uni au moment du référendum avaient le droit de vote. D'autres formes d'exclusion du vote ont également été sujet à discussion. Pourquoi ne pas avoir donné le droit de vote aux jeunes de seize et dix-sept ans comme ce fut le cas pour le référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014 ? Les restrictions sur le droit de s'inscrire sur les listes électorales pour les étudiants dans la ville où ils poursuivent leurs études a sans doute aussi exclu un certain nombre de votants potentiels. D'autres interrogations continuent d'être soulevées : pourquoi ne pas avoir fixé un seuil minimal, au-delà d'une simple majorité à 50%, pour valider le vote et le choix de quitter l'Union européenne comme cela fut le cas lors du référendum sur la dévolution en Écosse en 1979 ou comme l'exigent d'autres pays quand il s'agit de réformes de la constitution ? Pour les partisans du Brexit de tels arguments sont la preuve de la mauvaise foi du camp adverse qui, selon eux, refuse d'admettre la validité du vote et n'accepte pas d'avoir perdu le débat. Quoi qu'il en soit, peu de gens demandent l'organisation d'un deuxième référendum dans l'immédiat même si la demande d'en faire un au moment où les résultats des négociations seront connus est mise en avant par les Libéraux-démocrates, le Parti nationaliste écossais et par Tony Blair entre autres[5].

Le débat sur l'Europe en Grande-Bretagne, sur la place que la Grande-Bretagne souhaite occuper en Europe et sur les relations qu'elle souhaite avoir, est très ancien et il est sans doute loin d'être terminé. Comme par le passé, les discussions qui ont précédé référendum ont dépassé largement la simple question binaire posée. Par conséquent, le choix proposé aux britanniques entre « rester » et « quitter » l'Union européenne a simplifié dangereusement des questions beaucoup plus complexes. En même temps, le choix de passer par un référendum, avec le résultat que l'on

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

connaît aujourd'hui, a fait émerger de nombreuses questions et doutes sur l'avenir du système traditionnel de gouvernance du pays. Ses conséquences sont loin d'être connues au moment où il entre dans une période semée d'embûches.

3. Le choix de la voie référendaire et ces inconvénients

En dehors des résultats obtenus en juin 2016, et des interprétations qui peuvent en être faites, le choix de poser la question de l'adhésion à l'Union européenne directement au peuple britannique sous la forme d'un référendum est lui-même important. Le paradoxe entre la défense d'un système de démocratie parlementaire, très ancien en Grande-Bretagne, et le choix de passer par un appel direct au peuple est évident mais il semble qu'il n'ait pas eu un impact direct sur le vote final. Il est certain que, jusqu'aux années 1970, cette forme de démocratie a été rejetée par l'ensemble de la classe politique. Plus encore, la tradition du référendum dans d'autres pays était vue comme une pratique peu démocratique et plutôt une tactique autocratique dans le style bonapartiste. De telles pratiques étaient considérées surtout comme non-conformes aux traditions britanniques et à la primauté du Parlement. Les dangers inhérents aux référendums ont renforcé un refus de les utiliser. L'influence trop grande du timing, de la formulation ou de la façon exacte de poser les questions sont autant d'arguments plaidant contre l'usage de cette manière de prendre des décisions politiques fondamentales.

Le premier referendum en Grande-Bretagne date de 1975 quand le gouvernement travailliste de Harold Wilson a été confronté à une situation et un choix qui était, sur beaucoup de points, assez semblable à ceux auxquels David Cameron a dû faire face quarante ans plus tard. Initialement opposé à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun, Wilson a ensuite changé de cap et il a renégocié les termes de l'adhésion avant de les soumettre au peuple dans un référendum. Ce choix ne fut guère motivé par la foi en cette forme de vote mais par le besoin d'éviter une guerre ouverte au sein de son gouvernement et de son parti sur la question européenne. En bon stratège, une qualité qui manqua sans doute à son successeur David Cameron, Wilson accepta d'abandonner son opposition de principe aux référendums dans la défense de ses intérêts politiques plus immédiats. Le résultat final fût sans surprise et largement en faveur de la poursuite de l'adhésion au Marché commun.

L'écrasante victoire du vote en faveur du « remain » en 1975, avec plus des deux tiers des votants, n'a pas pour autant clos le débat qui continua d'empoisonner la vie de tous les Premiers ministres et gouvernements qui se succédèrent. Quatre ans plus tard, le gouvernement travailliste de James Callaghan engagea le deuxième référendum de l'histoire britannique en soumettant la question de dévolution au vote

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

populaire en Écosse et au pays de Galles. Si une faible majorité d'Écossais votèrent en faveur des mesures proposées par le gouvernement britannique le résultat resta en dessous des quarante pourcents de l'ensemble de l'électorat, niveau exigé pour que les mesures soient appliquées. Les gallois, quant à eux, votèrent nettement contre le plan de dévolution, moins ambitieux, qui leur était proposé. Dans les deux cas, et comme pour le référendum de 1975, ces deux votes populaires de 1979 sur la dévolution n'ont pas, sur le moyen terme, réglé les questions posées et ils doivent être considérés plus comme les réponses temporaires, et à très court terme, à des difficultés immédiates du gouvernement plus que comme des solutions définitives à des questions fondamentales.

Parmi les arguments mis en avant par les opposants aux référendums, que ce soit sur la question de la dévolution ou celle de l'appartenance à l'Union européenne, celui de la permanence du résultat et l'effet de cliquet irréversible ou de crémaillère[6] a toujours été primordial. En effet, peut-on considéré que le résultat d'un référendum doit être respecté indéfiniment ? Comme nous l'avons constaté ci-dessus, le résultat de juin 2016 en faveur de la sortie de l'Union européenne paraît, aujourd'hui, comme acquis. Si le résultat avait été dans le sens contraire il est à douter que les partisans du Brexit auraient accepté d'abandonner leur combat à tout jamais. Nigel Farage, comme d'autres leaders de son camp, a explicitement affirmé, qu'en cas de défaite, il n'abandonnerait pas sa campagne, déjà très ancienne, contre l'Union européenne. De la même façon, les dirigeants nationalistes en Écosse et au pays de Galles continuent de mener campagne en faveur de la dissolution de l'Union avec l'Angleterre malgré leurs échecs passés. Les revers subis par les partisans de la dévolution en 1979 et les indépendantistes en 2014 ne les ont pas empêchés de revenir sur leurs revendications par la suite. Ils ont peut-être perdu une bataille mais pas la guerre. Si, par contre, le vote de 2014 était allé dans l'autre sens et l'indépendance avait été soutenue par une majorité, il n'aurait pas été possible de revenir en arrière. De la même façon, un vote en faveur du « remain » en 2016 n'aurait pas empêché, selon les dires de Nigel Farage et d'autres « Brexiteers », la poursuite du débat et les demandes pour un deuxième référendum. Le choix en faveur de quitter l'Union européenne, par contre, semble irrévocable. Par conséquent, il est possible de regarder le résultat de ce référendum comme un instantané, une photo prise et enregistrée à un moment donné mais qui fige la situation pour un bon moment. Les opinions peuvent changer ensuite mais la photo reste la même. Mais jusqu'à quand peut-on légitimement maintenir la validité de cette représentation de l'opinion publique ? Dans le cas présent, il est encore trop tôt pour le dire mais, dans un futur plus ou moins proche, la question sera inévitablement posée.

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Étant donné toutes ces considérations, nous devons nous demander pourquoi le gouvernement en place jusqu'en juillet 2016, et surtout son Premier ministre David Cameron, a fait le choix de passer par un référendum. Quelles que fût ses motivations, ce choix apparaît aujourd'hui comme une des plus grosses erreurs de calcul politique en Grande-Bretagne depuis la fin de la deuxième guerre, comparable aux autres bouleversements politiques qui ont accompagnés l'abrogation des lois sur le blé en 1846 ou la formation du gouvernement d'union nationale en 1931. La responsabilité personnelle de David Cameron est indéniable et les futures générations se souviendront sans doute de lui surtout comme le Premier ministre qui a provoqué le référendum et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. David Cameron n'est pas le premier dirigeant britannique mis dans une telle situation délicate par la question européenne. Comme pour ces prédécesseurs à la tête de gouvernements conservateurs, Harold Macmillan, Edward Heath, Margaret Thatcher et surtout John Major, David Cameron dut affronter un parti et un gouvernement profondément divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de l'Europe. Avec un nombre croissant de députés conservateurs anti-européens, il ne pouvait pas ignorer la nette tendance anti-européenne dans le pays. La montée en puissance de l'UKIP qui menaçait de prendre une part toujours plus importante de son électorat était sans doute une de ses craintes. En même temps les lobbys importants et traditionnellement très influents au sein de son parti considéraient l'idée d'une sortie de l'Union européenne avec beaucoup d'inquiétude. Le monde des affaires, les grandes entreprises, les industries automobile et aéronautique et la City en particulier, se sont prononcés clairement en faveur d'un vote pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne alors qu'une majorité de l'électorat du Parti conservateur, encouragée par la presse eurosceptique, favorisait une sortie. Ces considérations l'obligeaient à se tenir sur une corde raide entre les factions de son parti et les pro et anti européens dans le pays. Se déclarer pour ou contre l'un ou l'autre n'était guère possible et le choix de passer par un référendum semblait sans doute le choix le plus facile, laissant ainsi chacun se prononcer pour ou contre l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne. Comme cela fut le cas pour le gouvernement de Harold Wilson en 1975, le cabinet de David Cameron s'est divisé sur la question, avec les poids lourds se déclarant du côté « remain » comme d'autres pour le Brexit. Cameron lui-même, après les tentatives de renégociation peu fructueuses avec ses « partenaires » européens, et après avoir été très critique à l'égard de l'Union européenne pendant plusieurs années, se prononça finalement en faveur du maintien dans l'Union européenne. L'impression données par toutes ces manœuvres bassement politiques, tout comme celle que Cameron qui fût contraint d'accepter un référendum sur cette question alors qu'il aurait préféré s'en passer, ne firent que renforcer l'impression que l'« establishment » britannique ne voulait pas consulter le peuple par peur d'être désavoué par lui.

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

4. Brexit et populisme : le peuple, le Parlement et le Gouvernement

C'est ici que réside une des questions les plus fondamentales soulevées par le Brexit : en fin de compte, qui détient le pouvoir décisionnel ? Le choix de passer par la voie du référendum a été prise dans un contexte politique et social en Grande-Bretagne qui devenait de plus en plus contestataire par rapport aux processus décisionnels traditionnels basés essentiellement sur le Parlement et le gouvernement. Les parlementaires britanniques ont été discrédités aux yeux d'une grande partie de la population suite à de nombreux scandales divulgués et largement commentés dans les médias. Par conséquent, l'idée que le Parlement et les députés étaient de plus en plus éloignés du peuple gagnait du terrain. Pour l'ensemble des débats, et surtout en ce qui concernait la question européenne, le sentiment selon lequel le peuple ne pouvait pas faire confiance aux élites, et en particulier aux élites politiques, grandissait. De plus, sachant que l'opinion dans le pays leur devenait de plus en plus favorable, les dirigeants politiques qui œuvraient en faveur du Brexit voyaient, depuis longtemps, l'option du référendum comme le meilleur moyen d'arriver à leurs fins. Confrontés à cette demande, d'apparence très simple, en faveur d'un vote populaire et direct sur la question, les défenseurs du statu quo européen prêtaient très facilement le flanc aux accusations de vouloir défendre les intérêts d'une minorité contre une majorité d'anti-européens dans le pays. Cette présentation d'un conflit entre les élites et le peuple, ou entre les arguments des experts contre le bon sens de l'homme et la femme ordinaire[7], devenait une arme très efficace en faveur du référendum que les dirigeants de tous les partis politiques, y compris ceux opposés aux Brexit, avaient du mal à contrer.

Cependant, il y a ici un paradoxe majeur dans l'argumentation des « Brexiteers ». Lors de la campagne qu'ils menaient depuis plusieurs années contre l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne, ils ne cessèrent de condamner le fait, selon eux, que le parlement de Westminster, institution au cœur du système britannique depuis des siècles, n'était plus maître des décisions les plus importantes pour la vie des britanniques. Ils se présentaient alors comme les défenseurs de la souveraineté du Parlement britannique pendant la campagne en faveur du Brexit. En même temps, la demande d'organiser un référendum constituait une façon d'outrepasser le Parlement et ses prérogatives constitutionnelles qu'ils disaient vouloir défendre. Ce même paradoxe apparu à nouveau après le referendum quand le nouveau gouvernement de Theresa May essaya d'éviter de passer par un vote au Parlement pour enclencher le processus juridique prévu dans l'article 50(2) du traité de Lisbonne en utilisant la prérogative royale, une tentative gouvernementale empêchée par la décision de la cour suprême. Le gouvernement remporta finalement le vote final au

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Parlement haut la main en février 2017, avec 494 votes en faveur du déclenchement de l'article 50 et 122 contre, mais ne put éviter un débat qui le mit parfois en difficulté sur certains points spécifiques surtout dans la chambre des Lords.

Malgré tous les arguments en faveur de la démocratie parlementaire présentés lors des débats avant le référendum, et les nombreuses condamnations du déficit démocratique de l'Union européenne présentées par les eurosceptiques britanniques depuis plusieurs années, le gouvernement de Theresa May a initialement essayé de diminuer le rôle de Westminster dans la procédure qui doit finaliser le Brexit. En particulier, le souhait du Premier ministre de déclencher l'article 50 du traité de Lisbonne en utilisation les pouvoirs qui lui sont accordés par la prérogative royale et donc d'être dispensé d'un vote au Parlement paraît être en contradiction avec certains de ses arguments. Plus tard, la décision de la cour suprême de donner au Parlement le droit de voter sur l'accord final entre le Royaume-Uni et l'Union européenne à la fin des négociations fût accueillie froidement par la plupart des organes de presse. Pour le *Daily Mail* cette décision constituait « une trahison du bon sens, du peuple et de la démocratie » ; la décision de ces juges, « déconnectés de la réalité », risquait de provoquer une crise constitutionnelle en « défiant la volonté des 17.4 million de gens qui ont votés en faveur du Brexit. » Puisqu'ils avaient « déclaré la guerre contre la démocratie », les juges qui avaient pris cette décision étaient condamnés comme des « ennemies du peuple » (*Daily Mail*, novembre 2016). Pour le *Daily Telegraph* c'était les « juges contre le peuple » (*Daily Telegraph*, 6 novembre 2016). Au lendemain du jugement, Nigel Farage, le plus ardent des défenseurs du Brexit, n'exclut pas la possibilité de troubles à l'ordre public et déclara que la « température sur cette question (était) très, très élevée… Si le peuple de ce pays a l'impression qu'il se fait rouler… nous verrons un degré de colère politique encore jamais vu » (*Daily Telegraph*, 7 novembre 2016). Bien entendu d'autres journaux, suivis par de nombreux députés de l'opposition, présentaient ces mêmes juges comme les défenseurs de la démocratie et des droits parlementaires contre le pouvoir d'un gouvernement peu respectueux des principes constitutionnels essentiels. Les attaques contre les juges lancées par plusieurs journaux soulevèrent également des questions importantes sur un des fondements de la démocratie : l'indépendance du système judiciaire. Malgré la colère de certains de ses soutiens, le gouvernement accepta que, à la fin des deux années de négociations prévues par le traité de Lisbonne, le Parlement ait le droit de voter sur les termes de l'accord final.

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

5. Une gouvernance à quel niveau ? (1) National ou international et européen ?

Si la presse eurosceptique était vent debout contre ce jugement au moins pouvait-elle dire qu'il s'agissait d'une décision prise au niveau britannique par des juges britanniques et non par la Commission européenne ou par la cour européenne. Bien entendu, cet argument ne fût guère mis en avant par ces médias. Malgré l'opposition féroce des pro-Brexit contre ces juges, bien qu'ils soient britanniques, tous les arguments contre l'appartenance à l'Union européenne restaient intacts. Ces mêmes arguments avaient également une longue histoire dans le débat européen en Grande-Bretagne.

Pour beaucoup de « Brexiteers » l'argument contre l'Union européenne pouvait être résumé par le simple slogan « reprenons le contrôle de notre pays » (Farage, 2016 ; Johnson, 2016). Les arguments clés de ceux en faveur d'une sortie de l'Union européenne se concentraient donc sur la souveraineté : d'abord le contrôle des frontières et l'imposition de limites sur l'immigration, une considération sans doute primordiale pour beaucoup d'opposants à l'Union européenne, et la sortie du Royaume-Uni de la juridiction de la cour de justice européenne. Sans pour autant minimiser son importance, ce deuxième argument a probablement eu moins d'impact pendant la campagne, ce qui peut s'expliquer par sa nature plus technique et complexe qui l'éloignait des préoccupations de la plupart des britanniques. Par ailleurs, l'Union européenne était présentée, à la fois, comme étant étrangère au modèle et aux traditions britanniques et fondamentalement non-démocratique. Dans ce sens la campagne pro-Brexit n'hésitait pas à présenter l'idée d'un modèle de gouvernance britannique diamétralement opposé au modèle supposé peu démocratique dans les pays du continent, un modèle qui, selon eux, était repris par les institutions européennes à Bruxelles où la déficience démocratique des institutions européennes était contrastée avec la « vraie » démocratie britannique. Ce même camp n'hésitez pas à faire appel à la longue histoire britannique ou, au moins, à une certaine interprétation de cette histoire, opposant les traditions démocratiques de la Grande-Bretagne remontant à Magna Carta, la révolution dites « glorieuse » de 1688-89 et les réformes électorales du 19e et 20e siècles, aux traditions beaucoup moins démocratiques du continent avec son histoire faite d'absolutismes et de tyrannies allant de Philippe II d'Espagne à Hitler en passant par Louis XIV et Napoléon. En cela ils reprenaient les mêmes arguments déjà utilisés par les générations d'eurosceptiques précédentes en particulier ceux présentés par le chef du Parti travailliste, Hugh Gaitskell, en 1962 pour qui l'Europe restait une source d'inquiétude. Pour lui :

> *Même si l'Europe peut s'enorgueillir d'une grande et glorieuse civilisation, même si elle peut compter au nombre de ses fils Goethe et Léonard de Vinci,*

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Voltaire et Picasso, l'histoire européenne a connu des heures sombres – Hitler et Mussolini, et aujourd'hui, l'attitude de certains Européens sur la question du Congo, ou celle d'au moins un gouvernement européen envers les Nations unies. On ne peut pas dire ce que sera cette Europe : elle a ses deux faces et nous ne savons pas encore laquelle sera dominante (Gaitskell, 1962).

D'autres arguments de Gaitskell, plus constitutionnels et politiques, restent d'actualité pour les pro-Brexit d'aujourd'hui. Par exemple, il posait déjà une question au cœur du débat contemporain : « Que veut dire une fédération ? » Sa réponse aurait pu être reprise mot pour mot par d'autres eurosceptiques aujourd'hui :

Une fédération permet de transférer certains pouvoirs des gouvernements nationaux à des gouvernements et parlements fédéraux. Cela veut dire – je le répète – que si nous adhérions nous ne serions plus (pour ainsi dire) qu'un État des États-Unis d'Europe, à l'image de ce que sont le Texas ou la Californie. Ces exemples sont particulièrement favorables : peu d'États sont aussi prospères et ont un climat aussi clément ! Mais je pourrais en donner d'autres, dont l'Australie, où nous avons l'Australie occidentale, par exemple, et la Nouvelle-Galles du Sud. Voici ce que nous deviendrions. Ce dont il est question, c'est de la fin de la Grande-Bretagne en tant que nation indépendante. Nous devons reconnaître que telle est la vérité, que ce soit ou non une bonne chose (Gaitskell, 1962).

Il poursuivait avec des phrases devenues depuis célèbre et souvent citées par les eurosceptiques :

Nous devons être clairs à ce sujet : cela signifie, si telle est l'idée, que la Grande-Bretagne cessera d'être une nation européenne indépendante. Je le répète sans m'en excuser, cela signifie la fin d'un millier d'années d'histoire. Vous pourriez dire : « Qu'il finisse » mais, mon Dieu, il s'agit d'une décision qui réclame un peu d'attention et de réflexion. Et cela signifie vraiment la fin du Commonwealth. Comment peut-on sérieusement supposer que si la mère patrie, le centre du Commonwealth, est une province de l'Europe (ce qu'entraînerait une fédération), elle puisse continuer d'être la mère patrie d'une série de nations indépendantes ? C'est une pure absurdité (Gaitskell, 1962).

Si les arguments du chef du Parti travailliste du début des années 1960 peuvent être considérés aujourd'hui comme assez éloignés dans le temps, ceux de Margaret Thatcher dans les années 1980 et 1990 ont gardés toute leur résonance dans le débat sur le référendum de 2016. Son appel en faveur d'une « Europe des nations », et contre l'intégration européenne « de plus en plus étroite » selon la phrase du Traité de Rome, fut particulièrement suivi par toute une génération de

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

conservateurs et eurosceptiques. La phrase célèbre de Margaret Thatcher « Si nous avons réussi à faire reculer chez nous les frontières de l'État, ce n'est pas pour les voir réimposées au niveau européen, avec un super-État européen exerçant à partir de Bruxelles une domination nouvelle… il faut que ce nouvel état de chose se fasse en préservant les différentes traditions, les pouvoirs parlementaires et les sentiments de fierté nationale… » (Thatcher, 1988), dans un discours prononcé en 1988, était sans doute encore dans tous les esprits des « Brexiteers » presque trente ans plus tard. Cela fut particulièrement le cas pour ceux qui se présentaient comme ses héritiers politiques, David Cameron, Theresa May et beaucoup d'autres. Cependant, il est intéressant de noter que Winston Churchill fut utilisé par les deux camps rivaux lors du débat : pour certains il était un des pères fondateurs de l'Europe unie d'aujourd'hui, pour les autres un défenseur de l'indépendance et la grandeur britannique qui n'aurait jamais accepté de voir son pays diminué par son appartenance à une union européenne.

Dans tous ces discours du passé, repris par les « Brexiteers » en 2016, l'Europe était présentée comme essentiellement étrangère ; au mieux inutile, au pire une source de danger pour les systèmes de gouvernance nationale, y compris celui de la Grande-Bretagne. Surtout, l'Europe était vue comme une menace pour la souveraineté britannique. Il est possible de voir ici un paradoxe de plus et un autre exemple de comment le débat sur cette question si importante pour l'avenir du pays n'a pas été à la hauteur des enjeux. Si, selon Boris Johnson, Nigel Farage, Michael Gove et d'autres, la Grande-Bretagne avait perdu son indépendance au bénéfice d'une Union européenne malfaisante, et qu'elle devait à tout prix « reprendre » le contrôle de son destin, d'autres exemples de perte de souveraineté restaient occultées comme le fait d'avoir accepté la perte de souveraineté dans l'OTAN, ou dans le domaine des armes nucléaires où les accords passés entre les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis ont mis le premier dans une situation de quasi-dépendance par rapport au second. De même, le rôle joué par les multinationales dans l'économie britannique est rarement sujet à discussion dans le débat actuel. Là aussi, la perte de souveraineté face à ces acteurs non-gouvernementaux est acceptée comme inévitable. Il est même possible de dire que le choix de quitter l'Union européenne risque d'affaiblir le Royaume-Uni encore plus, aggravant sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de politique internationale et de défense et en l'exposant encore plus à la mondialisation économique et industrielle. Ainsi le Royaume-Uni, perdant la protection accordée par la collective européenne, risque de perdre encore plus qu'auparavant de sa souveraineté, de sa capacité à faire ses propres choix dans les domaines économiques, sociaux et politiques.

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

6. Une gouvernance à quel niveau ? (2) National ou régional ? Étatique ou infra-étatique ? Les voix discordantes venant des « régions »

Dès le lendemain du référendum les analyses plus approfondies du vote, au-delà d'une simple reconnaissance du score global, ont fait apparaître des lignes de clivages très nettes entre ceux ayant voté pour et contre l'appartenance à l'Union européenne. Plus que jamais le référendum donnait l'image d'un pays profondément divisé : entre les plus jeunes et les plus âgés, entre, d'un côté, les grands centres métropolitains, surtout Londres, et, de l'autre, le périurbain et les campagnes, ou entre les différentes classes sociales et les niveaux d'éducation des votants. Surtout les différents résultats dans les quatre composants du Royaume-Uni ont démontré une divergence profonde et lourde de conséquences pour l'avenir du pays et pour sa gouvernance. Pour l'ensemble du Royaume-Uni le résultat de 52% contre 48% en faveur d'une sortie de l'Union européenne était indéniable. Ce vote était le résultat surtout du vote en Angleterre où 53.4% des votants se sont prononcés en faveur d'une sortie de l'Union européenne suivi par le vote au pays de Galles (52.5% en faveur d'une sortie). Par contre, en Écosse et en Irlande du nord le vote était nettement inversé avec 62% des écossais votant en faveur du « remain » suivi par 55.8% des votants en Irlande du nord. Inévitablement ces votes discordants ont soulevé des questions importantes sur l'avenir de l'Union du Royaume-Uni et des pouvoirs décisionnels au niveau central à Westminster et au niveau infra-étatique en Écosse et Irlande du nord. Pour les nationalistes écossais en particulier il n'est pas acceptable d'imposer un vote essentiellement anglais sur une Écosse qui a voté si massivement dans le sens opposé. Inéluctablement les questions, pour les écossais comme pour les autres citoyens britanniques et irlandais du nord, de l'appartenance à l'Union européenne et à l'Union du Royaume-Uni sont, et seront, mêlées plus que jamais.

Pour Theresa May, comme pour la grande majorité de ceux qui ont voté en faveur du Brexit, ces deux questions doivent, et peuvent, être séparées. Pour elle la question écossaise est une considération secondaire, une intrusion importune dans les discussions autour de la question essentielle européenne. Pour les nationalistes en Écosse et en Irlande du nord, au contraire, leurs votes discordants sur la question européenne sont la preuve d'une différence et d'une divergence d'intérêt et de sentiment entre les différents pays de l'Union. Pour eux, et malgré les protestations de Theresa May et d'autres pro-Brexit Unionistes à Westminster, ces considérations sont incontournables et ils sont prêts à saisir ce qu'ils considèrent comme une opportunité pour avancer vers leur objectif : se séparer de l'Angleterre. Quoique souhaite le Premier ministre ces deux questions seront intimement liées post-référendum et post-Brexit.

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Il y a ici encore un paradoxe dans l'attitude du gouvernement de Theresa May tout comme il y en avait un pour Margaret Thatcher avant elle. May, comme Thatcher, est opposée à la centralisation au niveau Europe mais, en même temps, opposée aux demandes semblables qui émanent des régions ou du local au Royaume-Uni. Cette même incohérence se trouvait dans les arguments des « Brexiteers » lors du référendum. Au centre de leur campagne en faveur d'une sortie de l'Union européenne il y avait l'idée que le Royaume-Uni ne voulait plus être contraint par les décisions prises à Bruxelles et qu'ils voulaient « reprendre l'indépendance. » En retour le message de la plupart des autres pays européens, repris par la campagne en faveur du « remain », était : « nous sommes plus forts ensembles » et « il y a plus de choses qui nous réunissent que de choses qui nous séparent ». Après le vote de juin 2016 ce même message a été repris à leurs fins par le gouvernement britannique, devenu pro-Brexit mais toujours aussi opposé aux nationalistes en Écosse et au pays de Galles. Aux écossais qui avaient voté en faveur de l'Union européenne, et qui soulevaient la possibilité pour leur pays d'y rester même si le gouvernement britannique décidait de la quitter, la plupart des « Brexiteers », qui sont en même temps de fervents défenseurs de l'Union entre les quatre pays du Royaume-Uni, disaient à leur tour : « nous sommes plus forts ensembles ». Pour Theresa May, par exemple, « our guiding principal must be to ensure that – as we leave the European Union – no new barriers to living and doing business within our own Union are created » (May, 2017). Comme pour d'autres aspects post-Brexit, ici Theresa May semble prendre ses désirs pour la réalité.

Conclusion : Divisions et incertitudes

Contrairement à la plupart des autres pays européens, l'Europe n'a jamais été sujet de consensus au Royaume-Uni, même entre les élites, mais plutôt une source de division et de danger pour tous les gouvernements et Premiers ministres depuis la création des premières institutions européennes dans les années 1950. En dépit de cette histoire, et des évidents clivages sociaux, politiques, géographique, générationnels et autre qui caractérisent le Royaume-Uni pendant et après le référendum, Theresa May prétend que le peuple britannique « se rassemble » de plus en plus. Dans son discours de janvier 2017 elle disait : « One of the reasons that Britain's democracy has been such a success for so many years is that the strength of our identity as one nation, the respect we show to one another as fellow citizens, and the importance we attach to our institutions means that when a vote has been held we all respect the result. The victors have the responsibility to act magnanimously. The losers have the responsibility to respect the legitimacy of the outcome. And the country comes together. And that is what we are seeing today » (May, 2017).

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

En faisant ces affirmations sur la cohésion du peuple britannique, surtout en ce qui concerne la question de l'Europe qui divise le pays depuis si longtemps, Theresa May refuse d'admettre les changements importants qui se sont opérés au Royaume-Uni depuis plusieurs années. Au lieu de voir la réalité d'un pays profondément divisé elle semble se réfugier dans un discours qui clame l'unité du pays et qui présente l'image d'un peuple uni derrière, et protégé par, ses institutions et son système de gouvernance. Au contraire, le débat, toujours conflictuel et souvent brutal, qui a précédé le référendum en juin 2016, n'a rien fait pour rassembler les britanniques ou renforcer un consensus autour de leur modèle politique. À l'inverse du portrait donné par Theresa May, le Brexit a certainement renforcé les discordes existantes et en a soulevé d'autres encore. Il semble peu probable que le souhait des pro-Brexit de rapatrier certains pouvoirs vers le Royaume-Uni en reprenant le contrôle de sa souveraineté sera sans autres conséquences pour la gouvernance du pays.

Theresa May ne cesse de répéter sa volonté de respecter le vote du référendum et son intention de mener à bien les négociations avec l'Union européenne. Ses allusions au vote et au peuple, au nom de la démocratie, sont devenues une sorte de mantra. Néanmoins, si le vote du 23 juin 2016 a constitué sans doute un mandat pour les pro-Brexit, le sens exact de ce mandat reste incertain. À cela s'ajoute les doutes sur la capacité du gouvernement britannique à tous les niveaux, du Premier ministre et les autres ministres les plus impliqués dans le Brexit, aux fonctionnaires dans les nombreux ministères qui participeront aux discussions, de mener à bien les négociations. Le pays semble être loin d'avoir le nombre d'experts requis afin de démêler tous les systèmes réglementaires en place actuellement au niveau européen et de les remplacer par un système national. La complexité de ce travail est souvent mise en avant par certains mais ne semble pas avoir été reconnu, au moins en public, ni par le Premier ministre elle-même ni par ses ministres les plus directement impliqués dans les futures négociations. Dans ce sens, la décision prise par David Cameron de ne pas permettre aux officiels dans les ministères de commencer les préparations en cas d'un vote en faveur du Brexit apparaît aujourd'hui comme irresponsable.

La déclaration de Theresa May souvent répétée après le référendum que « Brexit means Brexit » ou que « We want a red, white and blue Brexit » (May, 2016) n'a rien fait pour clarifier la position britannique. La publication de son livre blanc en février 2017 non plus. Pour certains observateurs ce document, de toute évidence préparé très vite et comportant un certain nombre d'erreurs, ressemblait plus à une liste de souhaits que d'une présentation stratégique du gouvernement. Il est intéressant de noter que Theresa May s'était déclarée en faveur du « remain » en

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

juin 2016 avant de devenir Premier ministre suite aux manœuvres politiques au sein de son parti et le retrait d'autres candidats. Bien que sa position ait été ambiguë lors du référendum de 2016, Theresa May a ensuite endossé sans hésitation le rôle de championne du Brexit, même d'un Brexit « dur ». En juin 2017, un an après le référendum, Theresa May a mené campagne pour les élections législatives, élections qu'elle-même a déclenchées, avec l'ambition clairement affichée de renforcer sa position dans les négociations avec l'Union européenne qui devront débuter tout de suite après. Au contraire, son échec dans ces élections, et la perte de sa majorité au Parlement, l'a profondément affaiblie.

L'histoire récente du Royaume-Uni donne beaucoup d'exemples de carrières politiques qui ont été brisées à cause de la question européenne. La fin de la carrière de Margaret Thatcher, souvent présentées comme le modèle que Theresa May a cherché à suivre, reste en mémoire. Tout comme celle de John Major qui a souffert tout au long de ses années au pouvoir, tiraillé entre les pro- and anti-européens dans son parti et son gouvernement. Comme John Major, et plus récemment David Cameron, Theresa May a dû chercher à réconcilier différents groupes et intérêts. Ceux qui ont voté en faveur du « remain » sont toujours là. Les intérêts industriels et économiques en faveur d'un accès au marché européen sont toujours entendus. De l'autre côté une grande majorité des députés conservateurs restent fermes dans leur idée de quitter l'Union européenne quoi qu'il arrive. UKIP, même s'il a perdu une grande partie de son électorat, constitue encore une menace pour le Parti conservateur et ses idées sont toujours véhiculées par plusieurs journaux influents. Si jamais cette partie de l'opinion estime que Theresa May renie ses engagements en faveur du Brexit tous ces groupes seront sans doute prêt à intervenir avec force pour la faire revenir sur ce qu'ils estiment être le bon chemin, ou, à défaut de cela, de la remplacer par un autre dirigeant plus proche d'eux. Comme toujours en politique, les candidats au poste ne manqueront pas. Le premier des douze points présentés par Theresa May dans son discours de janvier 2017 et dans le livre blanc qui l'a suivi en février est le besoin « crucial » d'apporter « certitude et clarté » (May, 2017). Il reste à voir si ses promesses dans ce sens seront réalisées.

Bibliographie

Blair, T. Discours du 17 février 2017. « They will say leaving is inevitable. It isn't ». http://www.telegraph.co.uk/news/2017/02/17/will-say-leaving-inevitable-isnt-tony-blairs-Brexit-speech-full/ [consulté le 5 mai 2017].

Daily Express, 25 juin 2016, https://www.theguardian.com/media/gallery/2016/jun/25/brexit-front-pages-in-pictures [consulté le 5 mai 2017].

Daily Express, 2 octobre 2016. « The People have spoken'. Theresa May issues warning to MPs as she takes axe to EU laws », http://www.express.co.uk/news/uk/716723/Theresa-May-Article-50-Brexit-Great-Repeal-Act [consulté le 5 mai 2017].

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

Daily Mail, 4 novembre 2016, https://www.dailymail.co.uk/news/article-3903436/Enemies-people-Fury-touch-judges-defied-17-4m-Brexit-voters-trigger-constitutional-crisis.html [consulté le 22 mai 2017].

Daily Telegraph, 24 juin 2016, https://www.theguardian.com/media/gallery/2016/jun/25/brexit-front-pages-in-pictures [consulté le 5 mai 2017].

Daily Telegraph, 25 juin 2016, http://www.telegraph.co.uk/business/2016/06/25/we-have-the-chance-to-forge-a-new-britain-and-europe-that-we-are/ [consulté le 22 mai 2017].

Daily Telegraph, 4 novembre 2016, https://www.telegraph.co.uk/news/2016/11/03/the-plot-to-stop-brexit-the-judges-versus-the-people/ [consulté le 5 mai 2017].

Daily Telegraph, 7 novembre 2016. « Farage to lead 100,000-strong march on Supreme Court on day of historic Brexit court ruling », *Daily Telegraph*, http://www.telegraph.co.uk/news/2016/11/06/nigel-farage-to-lead-100000-strong-march-on-supreme-court-on-day/ [consulté le 5 mai 2017].

Dawkins, R. 2017. « Brits have not spoken on Brexit », http://www.bbc.com/news/av/uk-politics-39218108/richard-dawkins-brits-have-not-spoken-on-Brexit [consulté le 5 mai 2017].

Dunt, I. 2016. *Brexit. What the Hell Happens Now?* Kingston upon Thames: Canbury Press.

Farage, N. 2016. « We want our country back', https://www.youtube.com/watch?v=Jnc-9TrBdcZ4 [consulté le 23 mai 2017].

Farage, N. 23 juin 2016. 'Let's take back control of our borders'. https://twitter.com/nigel_farage/status/746003555123924992?lang=en [consulté le 5 mai 2017].

Gaitskell, H. 2017. *Discours devant la conférence du parti travailliste, 3 octobre 1962*. http://www.cvce.eu/obj/discours_de_hugh_gaitskell_contre_l_adhesion_du_royaume_uni_a_la_cee_3_octobre_1962-fr-05f2996b-000b-4576-8b42-8069033a16f9.html [consulté le 22 mai 2017].

Johnson, B. 20 juin 2016. « Take back control of this great country's destiny », http://www.express.co.uk/news/politics/681706/Boris-Johnson-vote-Brexit-take-back-control [consulté le 5 mai 2017].

May, T. « We want a red, white and blue Brexit », 6 décembre 2016, http://www.bbc.com/news/av/38223990/theresa-may-we-want-a-red-white-and-blue-Brexit; https://www.theguardian.com/politics/video/2016/dec/06/theresa-may-i-want-a-red-white-and-blue-Brexit-video [consulté le 5 mai 2017].

May, T. Discours du 17 January 2017, https://www.gov.uk/government/speeches/the-governments-negotiating-objectives-for-exiting-the-eu-pm-speech [consulté le 5 mai 2017].

Thatcher, M. 2017. *Discours devant le Collège d'Europe à Bruges, le 20 septembre 1988*, www.cvce.eu/obj/discours_de_margaret_thatcher_bruges_20_septembre_1988-fr-5ef06e79-081e-4eab-8e80-d449f3314cae5.html [consulté le 22 mai 2017].

United Kingdom Government White Paper. « The United Kingdom's exit from and new partnership with the European Union », Cm 9417, 2 February 2017, https://www.gov.uk/government/publications/the-united-kingdoms-exit-from-and-new-partnership-with-the-european-union-white-paper [consulté le 5 mai 2017].

Notes

1. L'idée selon laquelle le Brexit constitue un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne est souvent défendue mais elle est, comme d'autres aspects de ce débat, trop simpliste et contribue à la tendance de le dramatiser. Même après le « divorce » les britanniques habiterons toujours le même espace européen et seront toujours liés par de nombreux échanges et collaborations, économiques, culturels, commerciaux, politiques et autre. Même pour le pro-Brexit *Daily Telegraph*, "The moment of Brexit will be a turning-the-ship event not a final destination" (*Daily Telegraph*, 25 juin 2016).

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)

2. Une des rares exceptions est l'ancien ministre conservateur Kenneth Clarke qui, dans un discours au Parlement le 31 janvier 2017, a demandé que le gouvernement, et le pays, ignore le résultat est reste membre de l'Union européenne. De la même façon le scientifique et écrivain Richard Dawkins réfute l'argument selon lequel « le peuple a parlé » et qu'il faut respecter le résultat du référendum sans poser de questions (Dawkins, 2017).

3. Par exemple la promesse de transférer £350 millions par semaine vers le système de santé britannique grâce à des économies qui seront réalisées une fois le Royaume-Uni sortie de l'Union européenne.

4. Le nombre de britanniques dans ce cas est difficile à établir avec certitude, les estimations variant entre un et deux millions. Certains d'entre eux, ayant gardé une adresse au Royaume-Uni, ont maintenu leur droit de vote.

5. Tony Blair, dans un discours le 17 février 2017, disait : « Yes, the British people voted to leave Europe. And I agree the will of the people should prevail. I accept right now there is no widespread appetite to re-think. But the people voted without knowledge of the true terms of Brexit. As these terms become clear, it is their right to change their mind. Our mission is to persuade them to do so. » (Blair, 2017).

6. En anglais "ratchet effect".

7. Le 3 juin 2016 Michael Gove, ministre de la justice, disait "I think the people in this country have had enough of experts from organisations with acronyms, saying they know what's best and getting it consistently wrong" (cité dans Dunt: 7). De la même façon, les interventions de Barrack Obama et du gouvernement japonais en faveur d'un vote pour le « remain » ont peut-être eu l'effet contraire. Les lobbys de la communauté scientifique et universitaire en faveur de l'Union européenne n'ont pas eu plus d'impact.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31128 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 02:00:12 UTC)